

# Réponse de SFR sur les tarifs du dégroupage

Le signal économique que s'apprête à donner le régulateur à Orange est incompréhensible et inacceptable : il ne peut que déstabiliser les opérateurs alternatifs, ponctionnés à nouveau au profit de ce dernier

A l'occasion de sa deuxième consultation publique pour le prochain cycle de régulation (2024-2028), l'ARCEP présente une série de mesures analysées ci-dessous qui ne peuvent qu'augurer une fragilisation financière des opérateurs alternatifs.

Le signal économique que le régulateur s'apprête à donner à Orange, sachant que le plan de fermeture technique ne produira ses premiers effets que dans plusieurs années, est incompréhensible.

Le régulateur ne peut faire abstraction ni de la puissance d'Orange sur le marché, ni de son rôle sur la dynamique concurrentielle et ce, très précisément à l'aune du décommissionnement du cuivre qui est à sa seule main.

Orange a beau jeu de dénoncer la charge insurmontable de l'entretien de deux réseaux en parallèle qui viendrait justifier les hausses annoncées des tarifs de dégroupage ! C'est simplement oublier que des rentes colossales ont été engrangées par ce dernier au soutien d'un renouvellement du cuivre qui n'a pas eu lieu ; c'est fermer les yeux sur une absence latente, régulièrement dénoncée, de la qualité de ce réseau cuivre !

Le marché a plus que jamais besoin de visibilité et de stabilité tarifaire : autoriser des hausses de 20% en 2024 et de 10% en 2025 sur la zone dont les tarifs ne seraient plus orientés vers les coûts en faisant fi des rentes accumulées par Orange sur le passé grâce au coût courant économique, est à cet égard totalement injustifié et, en tout état de cause, disproportionné.

Concernant la zone en orientation des tarifs vers les coûts (dont le résultat n'est pas encore connu), le modèle en consultation présente des hausses de coûts unitaires de l'ordre de 10%. Les opérateurs alternatifs vont donc subir également des hausses très conséquentes sur les lignes en orientation des tarifs vers les coûts **alors que le modèle devrait donner un tarif stable** et que, **du fait des décisions passées de l'ARCEP, ils ont déjà payé l'obsolescence du réseau cuivre**.

Au soutien de telles propositions, il est primordial que l'analyse concurrentielle du régulateur se confronte à la réalité et en tire les justes décisions : comme SFR l'a détaillé dans sa réponse à la première consultation publique, ces augmentations vont se faire au détriment des opérateurs alternatifs qui sont captifs du cuivre car ils ne peuvent forcer leurs clients à migrer sur la fibre. A cet égard, il convient de relever que ce ne sont pas moins de 38% des lignes et

41% des communes qui seront concernées par le relâchement tarifaire en janvier 2024 alors que la fermeture technique restera tout aussi embryonnaire (autour de 1% des lignes).

**Les opérateurs alternatifs seront pénalisés financièrement à la fois sur leur parc cuivre, qu'ils ne peuvent pas migrer, et sur leur nouvelle infrastructure dont le coût du génie civil va augmenter.** En effet, grâce à un changement de clef d'allocation envisagé pour la détermination des tarifs du GC, Orange continuera sur le génie civil à accumuler des rentes grâce à la valorisation en coût courant économique.

En ce qui concerne la fixation du niveau de WACC qui va impacter à la fois le niveau de redevance de GC BLO et le tarif du dégroupage, l'ARCEP entend déroger au cadre européen qui fixe une moyenne sur 5 ans pour le niveau du taux sans risque et mettre en œuvre une nouvelle méthode. Cette méthode consiste à prendre la moyenne de la moyenne sur 5 ans d'une part et la moyenne sur 5 mois d'autre part, permettant ainsi d'intégrer les hausses récentes des derniers mois. **L'ARCEP ajuste ainsi le WACC d'Orange pour tenir compte des conditions financières à court-terme, maintenant que ceci lui est favorable alors que pendant toute la durée (10 ans) où cette prise en compte lui aurait été défavorable, aucun ajustement n'avait été jugé nécessaire.**

De plus fort, l'ARCEP prévoit qu'elle pourrait changer de méthode en cours de cycle une fois encore au seul bénéfice d'Orange précisant : *« Toutefois, s'agissant du cycle 2024-2028, il ne peut être exclu à l'avance, compte tenu de la poursuite du vidage du réseau, que, pour certaines années du cycle, la méthode des coûts retenue ne permette pas à Orange de recouvrer ses dépenses courantes efficaces de l'année en question relatives au dégroupage sur le périmètre des accès faisant toujours l'objet d'une régulation tarifaire. Si de tels éléments devaient être pris en compte dans l'appréciation des coûts, il conviendra que l'Autorité dispose des éléments pertinents de la part d'Orange s'agissant des dépenses et des revenus prévisionnels correspondants. »*

**Un bilan sur la rente démesurée que les précédentes décisions de régulation ont octroyée à Orange s'impose avant même qu'on ne s'interroge sur l'équilibre à venir entre coûts et revenus dans une période où celui-ci pourrait devenir défavorable à Orange.**

## L'ARCEP se désintéresse à tort des impacts concurrentiels

Lors du cycle précédent, l'Autorité de la concurrence avait mis en garde l'ARCEP sur les risques de distorsion de concurrence que provoquerait une augmentation des tarifs :

*« L'Autorité a pu relever que, tant que les accès cuivre actuellement en service demeuraient actifs, les opérateurs alternatifs ne pouvaient pas nécessairement maîtriser le rythme de bascule de leurs clients, dont certains se montrent réticents face aux travaux d'installation de la fibre. Il convient dès lors d'analyser plus finement les raisons pour lesquelles l'offre et la demande des marchés de détails ne basculent pas vers la fibre dans certains cas. En particulier, il se peut qu'une frange de clients préfèrent le cuivre ou refusent une migration pour des*

*raisons non tarifaires. L'existence de tels aléas peut donc laisser craindre, en cas de hausse du tarif cuivre, la création d'une rente temporaire au profit d'Orange. Dans ce contexte, le dispositif qui sera mis en place par l'Arcep devra veiller aux incitations fournies aux différents acteurs, pour autant qu'ils puissent adapter leurs stratégies en fonction de ces incitations, tout en s'assurant de ne pas créer de déséquilibres financiers susceptibles de distordre la concurrence qui se développe sur les infrastructures en fibre optique. »*

Les contributions des acteurs à la première consultation ont insisté sur ces problèmes de concurrence. Cette deuxième consultation sur son projet de régulation à venir ne leur apporte aucune réponse et force est de constater qu'aucune analyse de ce risque n'a été réalisée.

## Une révision de l'analyse est souhaitée à la suite de la première consultation

**L'ampleur des hausses demandées par Orange sur les seules années 2024 et 2025 est colossale et totalement disproportionnée.** Qui plus est, aucune indication du niveau de hausse n'est donnée pour le reste du cycle. Orange n'est nullement fondé à prétendre en 2024 et 2025 à de telles hausses alors qu'il n'entretient d'ores et déjà pas son réseau et ne le fermera réellement qu'à échéance lointaine.

Le critère tenant compte du taux de déploiement par commune plutôt que le critère de la fermeture technique pour la zone en non-excessivité est fortement contestable. Le taux de déploiement FttH ne reflète pas en lui-même un niveau de concurrence établi ; qui plus est, ce nouveau critère ne tient absolument pas compte de la présence de l'ensemble des opérateurs commerciaux sur les prises concernées. Les problèmes concurrentiels en sont exacerbés.

Les mesures sont radicales tant sur l'ampleur des hausses tarifaires concernées que sur le nombre de prises qui ne seront plus soumises à l'orientation des tarifs vers les coûts. Comme mentionné plus haut ce ne sont pas moins de 38% des lignes et 41% des communes qui sont concernées dès janvier 2024.

**L'impact des mesures annoncées sur la concurrence mériterait d'être analysé de façon graduelle. L'ARCEP dérégule de but en blanc en ne se laissant aucune possibilité de faire machine arrière.**

Rappelons que l'ARCEP avait, lors du cycle précédent, présenté le principe d'une hausse tarifaire comme une incitation nécessaire à la migration. Cet argument que les opérateurs alternatifs ont toujours considéré comme fallacieux a complètement disparu de son analyse. La dérégulation repose désormais sur le postulat selon lequel le marché serait devenu concurrentiel. Comment peut-on croire aveuglement et sans recul que le marché sera concurrentiel avec la toute puissance désormais accordée à Orange ? Comment simplement ignorer le risque de distorsion de concurrence souligné par l'Autorité de la concurrence ?

En ce qui concerne la zone en liberté tarifaire, l'ARCEP borne l'entrée en vigueur de cette liberté tarifaire à 2 ans avant la date de fermeture technique dans son nouveau projet. Cette mesure n'est que symbolique. Les prises concernées vont de toute façon basculer rapidement dans la zone en non-excessivité et Orange pourra augmenter ces tarifs de façon démesurée.

## La levée de l'orientation des tarifs vers les coûts sur le prochain cycle de régulation nuit à une concurrence juste et loyale

Au regard du plan de fermeture du cuivre proposé par Orange, la levée de l'orientation des tarifs vers les coûts que l'ARCEP envisage dès 2024 biaise considérablement le jeu concurrentiel en faveur de l'opérateur historique.

L'ARCEP raisonne comme si la fermeture commerciale ou la couverture FttH d'une commune à un taux de 95% était annonciatrice d'une concurrence pure et parfaite, ce qui la conduit, sans aucune démonstration, à lever l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts.

Un tel raisonnement se heurte à deux constats simples et indéniables.

Premier constat : si concurrence il y avait réellement, Orange devrait craindre la fuite des clients vers la fibre, il baisserait ses tarifs de gros plutôt que de les augmenter.

En effet, d'un point de vue économique, les opérateurs ont déjà lourdement investi dans le déploiement de leurs infrastructures fibre. Ils ont déjà financé leurs infrastructures sur les zones fermées commercialement que ce soit en déployant directement en tant qu'opérateur d'infrastructure ou en co-investissant sur ces zones. Ils sont maintenant capables d'accueillir tous leurs clients sur leur infrastructure là où elle est déployée. Leur coût incrémental pour accueillir les clients qui ont des lignes fermées commercialement est donc très faible par rapport au coût du dégroupage.

Si dans les faits le marché était concurrentiel, il y aurait inmanquablement concurrence par les prix car il en va de l'intérêt d'Orange de garder des revenus jusqu'à la fermeture technique de son réseau cuivre. Il sait que si les opérateurs avaient la liberté de choisir entre le dégroupage aux tarifs annoncés dans cette consultation et accueillir leurs clients sur leurs réseaux déjà déployés, ces derniers opteraient pour leur infrastructure fibre. Dans un marché concurrentiel, Orange devrait donc baisser ses prix plutôt que de les augmenter.

**Nous ne comprenons pas pourquoi l'ARCEP omet complètement dans son projet de décision une telle analyse de marché qui repose pourtant sur une base économique indiscutable.**

Deuxième constat, corolaire du premier : s'il y avait vraiment concurrence, la perspective d'économiser 10€ de coût du dégroupage aujourd'hui (qui, ramené au prix des abonnements sur le marché de détail est une dépense colossale) devrait conduire à une vitesse de migration fulgurante s'il n'en tenait qu'aux opérateurs. Le fait que ce ne soit pas le cas démontre à nouveau par l'absurde que le marché n'est pas concurrentiel.

**La présence de « switching costs » ou « coûts de transfert » est la raison pour laquelle le marché n'est pas pleinement concurrentiel. Ces coûts permettent à l'opérateur historique de se servir de son monopole sur le cuivre comme effet de levier pour perpétuer son avantage concurrentiel sur le marché de la fibre.**

L'ARCEP se doit de prendre conscience de l'ampleur des « switching costs », freins à la migration auxquels sont confrontés les opérateurs, notamment :

***A : Un opérateur ne peut décider de migrer un client sans l'accord de ce dernier.***

Ceci est fondamental.

Pour qu'il y ait concurrence, il faut nécessairement que l'acheteur du produit (ici l'opérateur de gros) ait la liberté de choisir entre deux offres.

**Sur le marché de détail, le client final peut certes choisir entre une offre cuivre et une offre fibre. En revanche, sur le marché de gros, l'opérateur ne peut exercer son libre choix.**

**L'opérateur est en effet complètement dépendant de son client final.** Si ce dernier ne veut pas migrer, l'opérateur ne peut décider de choisir l'offre fibre pour son client. **Le marché n'est donc pas fluide et la concurrence ne peut suffisamment s'y exercer.**

Ceci est à contraster avec d'autres décisions de levée d'obligations tarifaires que l'ARCEP a prises par le passé sur d'autres marchés de gros. Lorsque l'ARCEP a par exemple jugé qu'il y avait concurrence sur des zones en bitstream et que dès lors elle pouvait alléger les obligations tarifaires sur ces zones en concurrence, un opérateur pouvait librement choisir son fournisseur de bitstream sans avoir besoin de l'approbation de son client final. Le changement d'un fournisseur de bitstream n'entraîne ni travaux chez le client final ni changement d'offre de détail de ce dernier.

**Il y a donc une période de transition où l'opérateur est captif de son client final et donc du dégroupage d'Orange.** Or, comme il le sera détaillé ci-dessous, il peut y avoir plusieurs raisons pour lesquelles le client final ne veut pas migrer.

***B : Du point de vue du client final, la fermeture commerciale ou la couverture d'une commune en FttH à 95% ne constitue aucune incitation à migrer vers la fibre.***

Il est utile d'analyser le comportement du client final dans la période de migration à travers le **concept économique de « rationalité limitée » (ou « bounded rationality ») selon lequel la capacité de décision d'un individu est altérée par un ensemble de contraintes** comme le manque d'information, des biais cognitifs ou encore le manque de temps<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Rationalité\\_limitée](https://fr.wikipedia.org/wiki/Rationalité_limitée)

Pour nombre de clients finaux, il peut en effet, de leur point de vue bien que souvent à tort, sembler tout à fait rationnel de conserver la ligne ADSL plutôt que de la migrer. Ils peuvent juger que leur ligne existante leur donne un débit tout à fait suffisant pour leurs usages.

Par conséquent, l'utilisateur peut ne voir aucun intérêt, au simple motif que sa ligne est fermée commercialement (ce qui n'a aucun impact pratique pour lui), à se poser la question de migrer vers la fibre.

L'utilisateur s'inquiète en effet très souvent des risques de changer de technologie, du risque que son abonnement pourrait augmenter, de la nécessité de faire des travaux de raccordement,...

Si son abonnement ADSL fonctionne bien techniquement, il peut tout simplement ne pas vouloir investir son temps dans la comparaison des offres et les prises de rendez-vous.

Une ligne fermée commercialement en 2024 peut en effet ne pas être fermée techniquement avant 7 ans ! Il peut être donc tout à fait rationnel pour le client final de ne rien faire. Il disposera du service pendant encore très longtemps.

**Cette décision qui semble rationnelle du point de vue du client de détail rend la concurrence sur le marché de gros inefficace. Une partie de la demande de l'opérateur est complètement inerte.**

**Les opérateurs ne peuvent donc pas maîtriser la migration à la vitesse qu'ils souhaiteraient.**

Si, au 3ème trimestre 2022, comme le note l'ARCEP, ce sont 85% des locaux qui sont raccordables en fibre, ce ne sont que 55% de ces locaux qui disposent réellement d'un abonnement fibre et sont donc raccordés. D'aucuns identifient dès à présent de nombreux obstacles à la complétude (Cf par exemple les propos du Ministre Jean-Noël Barrot devant le Sénat et le Communiqué de presse Avicca/Infranum du 14 mars 2023) et **il est frappant de constater, à l'occasion de l'expérimentation 2 du Plan de fermeture du cuivre, que 15% des clients concernés sont encore actifs sur le cuivre à la veille de la fermeture technique.**

L'ARCEP sous-estime grandement les difficultés des opérateurs dans la migration.

C : Le raccordement final peut être difficile opérationnellement et très coûteux

Les raccordements connaissent **un taux d'échec de ...%**, ce qui est considérable.

Les travaux sur le domaine privé sont dans beaucoup de cas rédhibitoires. On estime qu'une aide financière (de ...€ à ...€ pour ces raccordements complexes en domaine privé) sera nécessaire dans ..% des raccordements.

Aucune mesure n'est encore prévue dans un horizon de court ou moyen terme afin d'apporter une aide financière pour ces raccordements privés. Toutes mesures qui pourront être apportées prendront du temps pour être réellement opérationnelles et efficaces.

Dans l'attente, les clients refusent de financer leur raccordement sur leur domaine privé.

#### D : La migration fait face à des freins psychologiques

La publicité négative qui entoure la fibre rend frileux les clients. Le manque de qualité de service, les actes de vandalismes sur les infrastructures, les dégâts occasionnés dans la propriété du client lors des travaux de raccordement final sont martelés dans la presse et contribuent à faire croire (à tort) aux particuliers que des incidents localisés sont en fait des problèmes répandus et qu'ils vont sans aucun doute en pâtir s'ils optent pour un abonnement fibre.

### Les opérateurs ne pourront pas augmenter leurs tarifs de détail

**Lors de la dernière analyse de marché menée par l'ARCEP en 2020, l'Autorité de la Concurrence a mis en garde sur le risque de distorsion de concurrence. Ce risque ne s'est pas dissipé magiquement. Il est toujours très présent.**

**Si l'augmentation tarifaire était efficace pour migrer vers la fibre, alors les opérateurs ne s'en priveraient bien évidemment pas.** Les opérateurs sont, comme vu plus haut, captifs des décisions de leur client final. En augmentant les tarifs des clients qui sont réticents à migrer, ils leur donnent la liberté de mettre fin à leurs contrats. Ces clients que l'opérateur se sera mis à dos, auront à cœur de s'adresser à un autre opérateur pour leur abonnement fibre. Il est par ailleurs illusoire de croire que les opérateurs pourraient adopter une différenciation tarifaire selon les dates de fermeture commerciale.

Orange qui est dominant sur le cuivre n'a absolument aucun intérêt financier à risquer une hausse de ses tarifs de détail. De toutes les façons, il a choisi de son propre arbitre de se laisser beaucoup de temps entre la fermeture commerciale et la fermeture technique. **Le coût incrémental à garder ses clients sur le réseau (et ceux des autres opérateurs) est nul ou quasi-nul car résilier les clients ne change pas la date de fermeture technique<sup>2</sup>. Il lui est donc tout à fait loisible de laisser les autres opérateurs dégrader leur image commerciale au travers des augmentations demandées et de récupérer leurs clients. Il convertit ainsi son avantage concurrentiel historique sur le cuivre en un avantage concurrentiel indu sur la fibre.**

Si les opérateurs ne peuvent se risquer à augmenter leurs tarifs, Orange peut, lui, augmenter ses tarifs de gros sans aucune conséquence. Orange peut donc pratiquer sans contrainte une politique tarifaire vis-à-vis de ses concurrents et est gagnant à tous les coups.

---

<sup>2</sup> Le nombre de clients restants sur cuivre n'a pas d'impact sur la période pendant laquelle le réseau reste ouvert et donc le coût pour Orange à garder le réseau ouvert. Le coût incrémental du client est donc très faible.

Orange est totalement prémuni du risque de perte de clients qui ne veulent pas migrer puisque non seulement il n'est pas pénalisé par ce risque sur son parc mais en plus il bénéficie de l'effet d'inertie sur le parc des autres opérateurs.

Orange peut donc préserver ses offres rentables sur le cuivre aujourd'hui et les migrer naturellement sur des offres fibre sans avoir besoin de faire de promotions au rythme naturel de migration de ses clients.

Avec la liberté tarifaire que l'ARCEP entend donner à Orange, la stratégie sous-jacente au plan de fermeture de ce dernier prend alors tout son sens : **Orange entend fermer commercialement un maximum de lignes rapidement tout en ne les fermant techniquement que tardivement. Orange pourra ainsi bénéficier à plein de ce nouvel effet d'aubaine sur les tarifs.**

L'ARCEP constate elle-même en p.88 et 89 du projet de décision d'analyse du marché 1 :  
« Il apparaît que le plan de fermeture **d'Orange ne prévoit la fermeture technique de près de la moitié des lignes existantes que sur les deux dernières années de son plan** alors même que la fermeture commerciale nationale est prévue dès le début de l'année 2026. De plus, un volume important de lignes pourrait être concerné par une fermeture commerciale « rapide » à l'adresse sur la zone arrière du point de mutualisation sans toutefois qu'à l'échelle de la zone entière les critères de fermeture commerciale par zone soient remplis\_»

## Les tests de répliquabilité proposés par l'ARCEP ne sont pas pertinents.

### ➤ le test de répliquabilité : un remède inopérant

D'un point de vue économique, les tests de répliquabilité sont faits pour mesurer la possibilité pour un acheteur d'entrer sur le marché et de rentabiliser un parc en supposant une durée de vie de nouveaux clients. Ils sont donc fondamentalement le mauvais outil pour réguler la période de fermeture.

Les opérateurs n'ont aucune visibilité sur les paramètres qui pourraient être retenus dans ces tests. Aucun élément n'a jamais été communiqué par l'ARCEP sur les tests de répliquabilité qu'elle conduit sur les marchés Entreprises qui y sont soumis. Les opérateurs n'auront donc aucun recours pour contester les niveaux tarifaires.

[.....]

**Les opérateurs n'ont eu de cesse de réduire leurs coûts de façon à pouvoir proposer des tarifs extrêmement bas à leurs clients de détail. Il est absolument anormal qu'Orange puisse capter, sans être soumis à une concurrence par les mérites, les gains d'efficacité que les opérateurs ont pu mettre en œuvre à cette fin. Chaque euro de plus sur le coût du dégroupage a un effet désastreux sur l'équilibre financier difficile des offres cuivre des opérateurs alternatifs.**



- Le critère de non-excessivité : un remède suffisamment flou et subjectif pour n'être pas qualifié de réel « remède » !

C'est hélas ce que nous constatons concernant les tarifs de l'offre LFO sur laquelle Orange fait des marges colossales comme le démontrent les comptes réglementaires publiés pour la première fois sur l'année 2021 alors que l'offre est censée être en tarification non-excessive.

Marché de gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil  
(Marché de gros régulé)

Marché de gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil			
Offres	Charges	produits	solde
TOTAL en M€	282	453	170

BILAN DU CAPITAL IMMOBILISE	
Génie Civil	2 611 576
Infrastructure aérienne	145 571
Cables et fibres	341 402
Equipements de transmission	9 011
Equipements de commutation et brassage	8 687
Bâtiments	189 559
Véhicules	57
Informatique réseau	19 750
Informatique commerciale	12 722
Informatique autres	0
Autres	13 475
Coûts communs	14 659
Capital immobilisé en K€	3 366 468

Orange a annoncé supporter des charges de 282M€ pour des produits de 453M€, soit un compte bénéficiaire de 170M€. Les offres GC BLO et l'hébergement sont sous le régime réglementaire de la tarification en orientation vers les coûts. Cette marge de 170M€ est donc entièrement attribuable à l'offre LFO.

D'après nos estimations, les offres GC BLO et hébergement pourraient représenter de l'ordre de 250M€ de charges (l'ARCEP dispose bien sûr des montants exacts). Il en découle qu'il y aurait probablement de l'ordre de 30 à 40 M€ de coûts pour LFO, soit des marges de l'ordre de 400%.

Les estimations que SFR avait partagées avec l'ARCEP mettaient en évidence de telles marges colossales de plusieurs centaines de pourcents sur l'offre LFO. SFR avait donné une estimation de 400% dans le scénario central de l'analyse qu'elle avait communiquée à l'ARCEP. Ces estimations de SFR s'avèrent complètement en ligne avec les résultats publiés par Orange dans ses comptes 2021. Rappelons en outre, pour renforcer la démonstration, que ces niveaux de marge sont calculés sur la base d'une valorisation en coûts courants économiques très avantageuse pour Orange.

Orange a donc bénéficié, pendant de nombreuses années, de revenus financiers sans commun rapport avec ses coûts réellement supportés pour l'offre LFO ; à défaut d'action de l'ARCEP,

Orange continuera à percevoir cette rente sur la prestation de collecte dans le futur dès lors que cette offre demeure nécessaire pour le raccordement des NRO des réseaux FTTH.

**L'ampleur des hausses tarifaires demandées par Orange sur les seules années 2024 et 2025 démontre à elle seule que la notion de tarif non-excessif est trop floue et que l'ARCEP n'a aucun moyen de borner ce que constitue ce tarif non-excessif pour modérer les demandes d'Orange.**

## La décision de l'ARCEP va à l'encontre du cadre européen

L'ARCEP ayant renoncé à présenter une augmentation du tarif comme une incitation à la migration, elle présente maintenant l'augmentation comme une fatalité du fait du cadre européen qui requerrait selon elle de lever l'orientation des tarifs vers les coûts sur certaines zones dites concurrentielles.

Au contraire, le cadre européen n'envisage pourtant une hausse tarifaire qu'à brève échéance de la fermeture technique.

Le projet de recommandation de la Commission prévoit qu'il ne devrait pas y avoir de levée de l'encadrement tarifaire avant le délai de prévenance de fermeture technique :

*"NRAS may consider a progressive relaxation of the price control obligation, by allowing the SMP operator to progressively increase wholesale prices for access to copper networks. **Such a price increase should only be applicable in areas where the notice period for the copper switch-off has started**"*

Comme les réponses à sa première consultation l'ont souligné, les autres régulateurs européens divergent complètement de l'interprétation de l'ARCEP et ont au contraire visé une stabilité des tarifs jusqu'à la fin du démantèlement du réseau cuivre.

Depuis la première consultation de l'ARCEP, les développements relatifs à la régulation dans les autres pays européens viennent encore démontrer que **la position de l'ARCEP est complètement atypique.**

### Norvège

En Norvège, alors que la fermeture technique du réseau se terminera en 2025, le régulateur NKOM dans sa décision du 25 juillet 2023 prévoit un encadrement du tarif de dégroupage sur la base du modèle LRIC. Aucune liberté tarifaire n'est concédée à l'opérateur historique :

*“Nkom is of the view that it is not reasonable to impose significantly higher costs on access seekers as a result of falling volumes during the decommissioning phase. The costs of decommissioning the network must be borne by Telenor itself.*

*The current price regulation has resulted in high and lasting investments in fibre networks in particular. A significant increase in the price cap for copper at this stage, which is very close to an end date, would not impact investments in NGA. On the other hand, this could contribute to a disproportionately high increase in costs for access seekers and their end-customers and thus weaken competitiveness for access seekers.”*

Le projet de décision du régulateur n'envisage que des hausses très progressives et modérées pour le dégroupage :

- 1er octobre 2023: 94 NOK par mois (environ 8,11€/mois)
- 1er janvier 2024: 98 NOK par mois (environ 8,46€/mois)
- 1er Janvier 2025: 102 NOK par mois (environ 8,80€/mois)

Dans sa lettre d'observations du 17 juillet 2023, l'ESA soutient le projet du régulateur NKOM.  
« *Furthermore, as mentioned in the previous comment, ESA agrees with Nkom that the concern for price stability and predictability is justified, whereas the risk of distorting investment incentives is very limited in the present decommissioning phase.* »

#### En Croatie

La Commission européenne a publié le 14 juillet 2023 ses observations sur l'analyse de marché en Croatie.

Il convient tout d'abord de noter qu'en ce qui concerne le marché du dégroupage cuivre, le régulateur croate continue à imposer sur le cuivre une orientation des tarifs vers les coûts sur l'ensemble du territoire.

La Croatie est aussi un cas intéressant car sur le marché du THD, le régulateur souhaitait lever la régulation tarifaire sur certaines zones géographiques jugées concurrentielles selon une liste de critères, comme l'entrevoit l'ARCEP sur le dégroupage.

Le régulateur croate envisage, deux ans après avoir adopté ses décisions d'analyse de marché, de modifier éventuellement le statut des unités géographiques individuelles en tant que sous-marchés concurrentiels ou non concurrentiels. Cet examen serait basé sur les mêmes critères présentés dans le projet de décision notifié. Toutefois, le régulateur HAKOM n'a pas l'intention de consulter à cet égard, ni au niveau national ni au niveau européen, estimant qu'une consultation publique n'est pas nécessaire car cette revue ne conduirait pas à désigner un nouvel opérateur SMP ou à imposer des obligations réglementaires nouvelles ou différentes.

Ceci est tout à fait semblable à ce que l'ARCEP prévoit pour le marché 1 en particulier pour la révision des communes dont les accès sont soumis à l'obligation de non-excessivité (cf. page 127 de l'actuel projet de décision d'analyse du marché 1) :

« *d) Révision de la liste des communes dont les accès sont soumis à l'obligation de non-excessivité*

*Au regard du caractère évolutif du critère lié à l'application de l'obligation de non-excessivité (cf. section 4.6.1), la liste des communes sur lesquelles Orange entend pratiquer un tarif non excessif peut être amenée à être complétée au cours du temps, à mesure que les opérateurs*

*proposant des offres de gros d'accès sur fibre optique étendent la couverture territoriale de leurs infrastructures ».*

L'ARCEP ne prévoit pas de nouvelle consultation elle non-plus lors de la mise-à-jour des communes qui ne sont plus soumises à l'orientation des tarifs vers les coûts.

Or, dans ses observations, la Commission européenne souligne qu'une telle consultation est obligatoire selon le code des communications électroniques européen :

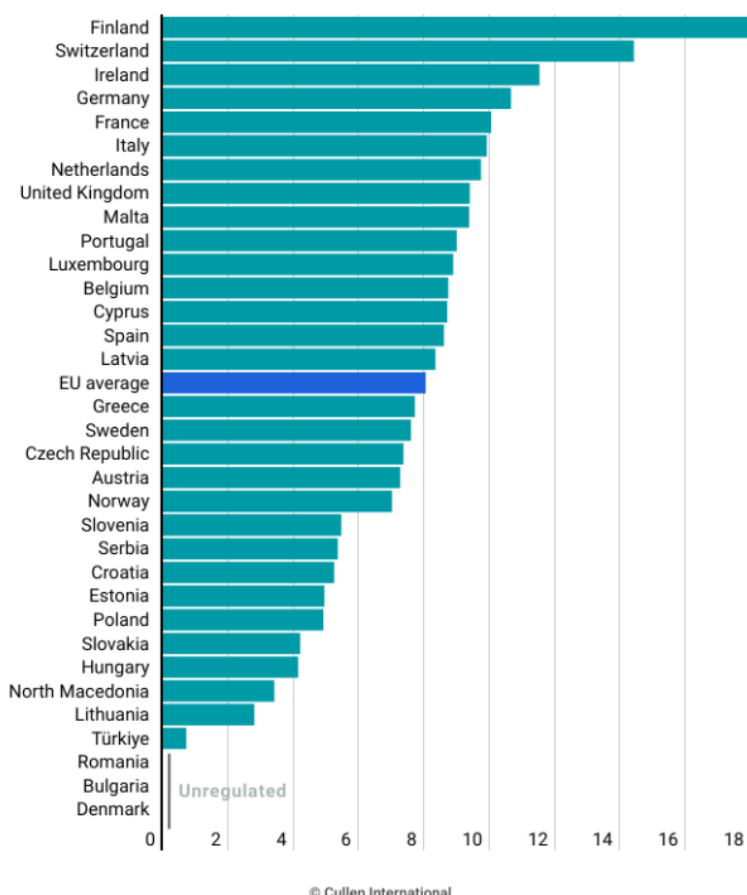
*« the Commission regards HAKOM's decision of updating the list of geographic units belonging to the competitive and non-competitive sub-markets as relevant either for Article 67(3) and (4) or for Article 68(6) of the Code.*

*According to Article 32(3) of the Code where a NRA intends to take a measure falling under the scope of Article 67 or Article 68 of the Code it shall publish and submit it to the EU public consultation by communicating it to the Commission, to BEREC and to the NRAs in other Member States. Moreover, Article 23(1) of the Code provides that NRAs intending to take measures which have a significant impact on the relevant market shall give to interested parties the opportunity to comment on the draft measure within a reasonable period, having regard to the complexity of the matter and, except in exceptional circumstances, in any event not shorter than 30 days. In the Commission's view, an NRA's decision relevant either for Article 67(3) and (4) or for Article 68(6) of the Code meets the standard of a significant impact on the relevant market provided by Article 23(1) of the Code. On that basis, the Commission calls on HAKOM to carry out public consultation procedures, as required by the Code, both at national and EU levels, in all situations leading to imposition, amendment, or withdrawal of regulatory obligations, irrespective of the size of the affected geographic area.*

*Therefore, the Commission urges HAKOM to submit its upcoming decision updating the list of geographic units belonging to the competitive and non-competitive submarkets to both national and European public consultation, in accordance with Article 23(1) and Article 32(3) of the Code, and to mention this in the final decision subsequent to the current notification. »*

Ce commentaire de la Commission européenne est tout à fait transposable au projet de l'ARCEP. **L'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts ne pourra être levée durant le cycle sur aucune commune sans qu'il n'y ait préalablement une consultation publique.**

Enfin, rappelons que les opérateurs alternatifs supportent en France un tarif du dégroupage parmi les plus élevés en Europe :



Il serait aberrant que la France qui a déjà un des tarifs parmi les plus élevés mette en œuvre des hausses tarifaires aussi conséquentes que celles qui sont envisagées alors que les autres régulateurs visent une stabilité des tarifs jusqu'en fin de vie du réseau cuivre.

## Une révision en profondeur du projet de l'ARCEP est nécessaire

On l'a vu plus haut, les réticences des clients à la migration vers la fibre sont fortes et de ce fait les opérateurs restent trop souvent captifs de la boucle locale cuivre d'Orange. La fermeture technique du cuivre n'étant programmée qu'à horizon 2030, l'emprise d'Orange sur son cuivre couplée à une liberté tarifaire est extrêmement préoccupante.

Les engagements de modération tarifaire proposés par Orange ne peuvent être pris comme une concession sérieuse de ce dernier : les hausses tarifaires sont exorbitantes. Ces hausses comme rappelées plus haut se font de plus dans un contexte où l'ARCEP accorde à Orange des augmentations sur tous les fronts : augmentation du WACC, révision à la hausse des coûts du modèle BLOM, augmentation colossale des tarifs du génie civil.

Les opérateurs alternatifs, grâce à leurs efforts, ont pu animer la concurrence et l'innovation sur l'ADSL pendant de nombreuses années. Grâce à eux, les foyers ont pu bénéficier de services innovants à prix attractifs. Les opérateurs ont créé un bien-être social qui a bénéficié au secteur des communications électroniques et à l'économie française en général, tout en fournissant une rente démesurée à Orange qui a été richement rémunéré pour un réseau très largement amorti.

**L'ARCEP ne peut sacrifier maintenant cette concurrence obtenue grâce aux gains d'efficacité durablement acquis au cours du temps par les opérateurs alternatifs, en les soumettant à des hausses tarifaires d'une ampleur totalement déraisonnable et en ne daignant même pas accorder un minimum de prévisibilité à court-terme (dès 2026).**

Afin de laisser la concurrence continuer à animer le marché l'ARCEP doit en particulier :

A/revoir son projet de déroger au calcul du taux sans-risque.

Couplée aux autres mesures de l'ARCEP, cette rehausse induite du taux sans risque va asphyxier les alternatifs.

B/honorer ses décisions passées qui visaient à **garantir des tarifs stables en fin de vie du réseau cuivre.**

Le tarif sur la zone orientée vers les coûts doit rester stable. C'est le sens de la régulation de l'ARCEP sur le dégroupage. L'ARCEP a justifié le versement par les opérateurs de rentes à Orange et le paiement anticipé de l'obsolescence au motif d'une stabilité des tarifs en fin de vie du réseau cuivre. Il ne peut y avoir maintenant d'augmentation sensible du tarif orienté vers les coûts.

C/L'ARCEP ne doit pas laisser Orange pratiquer les hausses tarifaires démesurées que celui-ci envisage.

Elle doit renoncer au principe tarifaire de non-excessivité qui, comme le démontrent les prétentions d'Orange, est complètement inopérant.

Toute hausse tarifaire ne peut-être que graduelle dans son ampleur et dans le temps. Il est en tout état de cause impératif **que l'ARCEP se donne les moyens de faire machine arrière si la qualité de service n'est pas respectée ou s'il y a dégradation de la situation concurrentielle.**